

Procès-Verbal Réunion du 16 septembre 2024 12h15-14h15

Présentes : Cl. Battolo (FGIPE), E. Broillet-Ramjoué (présidente et PV ; FGIPE), V. Buchs (SIT), C. Cuniberti (FGIPE), C. Dargagnon (ACIPEG), Cindy Villar (AGEDE).

Excusées : Martine Saillant (SSP) et Vanessa Martinez (suppléante SIT).

En introduction, Mme Villar nous apprend que Flavia Moser ne participera plus aux séances de la CP-CCT. Mme Villar représentera donc seule l'AGEDE lors de nos prochaines séances.

1. Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour est approuvé, moyennant un ajout en divers (Mme Buchs).

2. Adoption du PV 08.7.2024

Le PV est adopté avec les modifications apportées par le SIT.

3. Article 28 Salaire à l'engagement

(Ce qui suit est un condensé des discussions nourries qui se sont tenues sur la question !!!)

Le courrier de Mme Bouchet concernant cet article constitue un problème pour le SIT et ce, pour deux raisons : la méthode et les nouvelles propositions sont très discutables. Sur la méthode d'abord : le point de situation réalisé par le SDPE fait fi d'une séance qui avait été fixée entre le DCSS et la CP-CCT en 2018 et qui faisait le point sur les discussions et les cas qui avaient été discutés alors. Il existe de fait un PV de cette séance qui explique clairement le partage des tâches entre la CP-CCT et le SDPE. Les cas évoqués par Mme Bouchet y sont d'ailleurs résolus de façon concertée et il y est clairement dit que c'est bien la CP-CCT qui décide (séance du 26.06.2018, cf. PV ci-joint). La Note interne de la Ville de Genève du mois de novembre 2022 est choquante car elle n'a pas fait l'objet d'une négociation avec les parties signataires de la CCT qui n'en avaient même pas connaissance. Il n'appartient pas à la Ville de Genève de décider seule de changer les modalités de fixation des annuités à l'engagement, de surcroît en s'écartant du texte de la CCT.

Ensuite, les propositions de Mme Bouchet s'inspirent du règlement du personnel engagé par la Ville de Genève. Sur cet article, Mme Buchs estime que l'adéquation avec

le règlement municipal n'est pas appropriée, elle propose que l'on s'inspire plutôt de la CCT intercommunale :

Art. 30 : Salaire à l'engagement

1. *Pour calculer le salaire à l'engagement, sont prises en considération toutes les années accomplies dans la profession, y compris hors du canton de Genève.*
2. *De cas en cas, il peut être tenu compte d'autres types d'expériences professionnelles acquises, jugées utiles au poste.*
3. *Les fractions d'années sont additionnées et prises en compte dans le calcul des annuités à l'engagement et doivent représenter au minimum 10 mois d'activités pour une annuité mais au maximum 1 annuité par année civile. Elles doivent être validées par un certificat de travail*

Mme Buchs ajoute qu'elle serait d'avis que cet article s'applique indifféremment du taux d'activité. Mme Dargagnon rappelle toutefois que, sur la question du pourcentage d'activité, Mme Bouchet estime qu'à moins de 50%, l'implication de l'employé-e est moindre et qu'il faudrait donc pondérer différemment l'activité inférieure à 50%. Mme Buchs ne trouve pas cette réflexion très logique car, de fait, tous-tes les employé-e-s au début de chaque année reçoivent une nouvelle annuité indifféremment de leur taux d'activité. Mme Villar approuve ce constat. Mme Buchs ajoute ensuite que le temps partiel est très fréquent dans la petite enfance et qu'il s'agit quasiment d'une norme qui n'est pas du tout exceptionnelle.

Il n'en demeure pas moins que cette question représente la principale pierre d'achoppement avec le SDPE, d'après Mme Dargagnon.

Mais à la réflexion, il semble logique de garder le même processus et ce, dès l'engagement. Pour Mme Buchs, l'argumentaire contre la mise en adéquation avec la Ville de Genève est le suivant : la CCT ne dispose pas de la même grille salariale que la Ville de Genève et le personnel ne dispose pas de 25 annuités. Et tant que ces deux données ne sont améliorées pour le personnel petite enfance, on ne pourra pas s'aligner avec le statut du personnel de la Ville de Genève.

En revanche, un point pourrait être mis en adéquation et il concerne la prise en compte des années passées à l'éducation des enfants *cf. art. 74, al. 2 du LC 21 152.0 Règlement d'application du statut du personnel de la Ville de Genève (REGAP))* :

Art. 74 Fixation du traitement initial (art. 45 statut)

al. 2

Les années consacrées exclusivement à l'éducation des enfants par la personne engagée sont prises en considération dans la fixation du traitement initial à raison d'une annuité supplémentaire pour deux années, les années impaires étant arrondies à l'unité supérieure. Cinq annuités au plus peuvent être accordées.

Il est donc décidé d'ajouter un *alinéa* 4 à l'article 28 qui reprendrait la teneur de l'alinéa 2 du REGAP.

La modification de l'article 28 serait la suivante :

1. *Pour calculer le salaire à l'engagement, sont prises en considération toutes les années accomplies dans la profession, y compris hors du canton de Genève.*
2. *De cas en cas, il peut être tenu compte d'autres types d'expériences professionnelles acquises, jugées utiles au poste.*
3. *Les fractions d'années sont additionnées et prises en compte dans le calcul des annuités à l'engagement **indépendamment du taux d'activité. Douze mois d'activités représentent une annuité. Les fractions d'années doivent être validées par un certificat de travail.***
4. ***Les années consacrées exclusivement à l'éducation des enfants par la personne engagée sont prises en considération dans la fixation du traitement initial à raison d'une annuité supplémentaire***

pour deux années, les années impaires étant arrondies à l'unité supérieure. Cinq annuités au plus peuvent être accordées.

Pour conclure : il faut écrire un courrier de réponse à Mme Bouchet rappelant le cadre et le PV de la séance du 26.06.2018, dire que la CP-CCT n'est pas d'accord avec les propositions du SDPE, dire qu'on est choqué par la note interne de 2022 et qu'on refuse les propositions du SDPE. Ajouter nos modifications. Enfin, demander absolument une séance CCT pour faire le point sur les remplacements cet automne, comme cela avait été prévu l'an passé.

4. Groupe de travail sur les cahiers des charges « techniques »

La première séance de lancement est maintenue pour le lundi 30 septembre 2024 mais malheureusement sans la présence de F. Spycher et S. Gianni. Il faudra s'entendre sur la méthode et le rythme de ces séances de travail. Un document de travail sera mis au point au cours de cette réunion, qui sera ensuite transmis au SDPE, pour validation. Il faudra fixer les prochaines séances par Doodle.

5. Politique de monitoring de la formation dans les SAPE subventionnées par la Ville de Genève et de l'encouragement de la relève

Mme Bouchet a confirmé à la FGIPE que Mme Kitsos était absolument favorable à encourager la formation dans les SAPE de la Ville de Genève. Elle est également disposée à transmettre les chiffres du monitoring de la formation à la CP-CCT chaque année, autour du mois de février. Mme Dargagnon veut être sûre que ces chiffres regroupent aussi tous les stagiaires qui sont engagé-e-s dans les SAPE (ces stages apparaissent dans les rapports d'activité par secteur / par institution). Le SDPE n'a peut-être pas ces variables... *Mme Broillet-Ramjoué s'informerait auprès de Mme Bouchet pour savoir si ces données peuvent être réunies, sous forme de tableau, par année scolaire. Lui demander qu'une récolte de ces variables soit entreprise chaque rentrée pour une reddition en février ou à un autre moment qui leur paraîtrait plus approprié.*

6. Plateforme préscolaire : Remplacement des cadres et autorisation d'exploiter

On vient de recevoir le projet de directive de la part du SASAJ, réponse attendue pour les partenaires au 2 octobre 2024. Les AD recevront l'autorisation d'exploiter, le télétravail sera réduit à un jour par mois, le temps de présence dans les institutions est fixé aux deux-tiers du temps d'ouverture, le temps de travail est requis en fonction du nombre d'enfants et, enfin, des pondérations viennent faire varier les taux. Le délai de la mise en place n'est pas encore fixé. Mme Dargagnon relève qu'il n'y a pas grand-chose de nouveau, c'est vraiment une question de partage des tâches et il faut absolument mettre sur pied un groupe de discussion pour développer un nouveau modèle en Ville de Genève. Mme Broillet-Ramjoué ne sait pas comment la Ville va consulter les partenaires mais il faudra se rappeler à son bon souvenir le moment venu. Mme Buchs considère qu'il est inapproprié de rajouter des adjoint-e-s au Titulaire d'autorisation au niveau de la SAPE (hiérarchie supplémentaire) et désapprouve le fait que les TA dans les SAPE à prestations restreintes disposent d'un trop petit taux d'activité avec pour conséquence de devoir participer aux travaux d'EDE dans les groupes d'enfants.

7. Divers

Les dispositifs existant en Ville de Genève concernant les FPP et le suivi des apprenti-e-s a été envoyé par Mme Buchs à titre d'information. Il faut demander les statistiques pour ce genre de personnel. Savoir s'il y en a qui ont suivi la formation 40 heures de l'OFPC pour suivre un-e apprenti-e. Ces personnes ne sont pas indemnisées, on leur donne du temps. Qu'advient-il des personnes engagées à plein temps ? *Consulter le doc du SIT et se positionner la prochaine fois ; ce point sera ajouté au prochain ordre du jour.*

Prochaine séance

Lundi 2 décembre 2024 de 12h15 à 14h15

En présentiel et en visioconférence

23.09.2024/EBR